

Alp

La population mondiale

dossier

# La Conférence du Caire : un bilan mitigé

Sophie Bessis\*

Le chapitre XI du Programme d'action insiste sur l'importance majeure de l'éducation. © JACQUES MARTHELOT

**La Conférence du Caire s'est terminée sur un bilan mitigé : les mesures positives qui y ont été prises — et qui concernent surtout les femmes — ne risquent-elles pas, en effet, d'être ralenties par des pressions conservatrices imposées par certains Etats ?**

L'ambiance n'était pas à l'euphorie le soir du 13 septembre 1994 au Caire, lors de la clôture de la Conférence des Nations unies sur la population et le développement. Si personne n'osait parler d'échec, on se rendait bien compte qu'elle n'avait pas vraiment atteint ses objectifs après plus d'une semaine d'âpres débats sur des questions dont dépend pourtant pour une bonne part l'avenir de la planète.

Pour ceux dont la priorité reste le ralentissement de la croissance démographique mondiale, l'essentiel est toutefois acquis. Malgré le combat mené par le Vatican et ses alliés, situés en Amérique latine essentiellement, le programme d'action de la Conférence insiste sur la nécessité d'offrir à tous les couples qui le souhaitent, partout dans le monde, une information complète sur les différentes méthodes de planification fami-

liale, ainsi que les moyens d'avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent. Mieux, il précise que la planification familiale doit être intégrée aux programmes de santé publique et faire partie des mesures visant à améliorer la santé des femmes. Pour la première fois, c'est là une avancée non négligeable, le mieux-être des femmes est érigé au rang de préoccupation centrale des politiques de population. La baisse de leur fécondité cesse d'être envisagée sous l'angle purement démographique, et l'on convient désormais qu'elle va de pair avec l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, dont le nombre ne cesse pour l'instant d'augmenter.

### Rien n'est prévu pour atteindre les objectifs

Si le droit des couples à choisir sans contrainte la taille de leur famille est ainsi reconnu, le docu-

ment finalement adopté au Caire reste évasif sur une série de points qui méritaient pourtant une plus grande attention. Au grand dam des pays du Sud, la focalisation des débats sur la question de l'avortement a fait passer au second plan l'ensemble des questions liées à la nécessité d'accélérer les processus de développement. Certes, le chapitre III du programme d'action est consacré aux liens entre population, croissance économique et développement durable, tandis que le chapitre XI insiste sur l'importance majeure de l'éducation et appelle la communauté internationale à accorder la priorité à la scolarisation des filles, trop souvent laissées pour compte dans de nombreux pays du Sud. De même, la réduction de la mortalité infantile et maternelle est plus que jamais considérée comme un élément du succès des politiques de planification familiale.

\* Journaliste et économiste.



Ces bonnes intentions affichées, rien n'est toutefois prévu pour atteindre de tels objectifs. Soulevant les réticences aussi bien des pays du Sud que des bailleurs de fonds, émanant notamment de l'UNICEF, la proposition de consacrer 20% de l'aide publique bilatérale et multilatérale et 20% des budgets nationaux aux secteurs sociaux est restée en suspens, et sa discussion a été renvoyée au sommet social qui doit se tenir en mars 1995 à Copenhague.

Sur d'autres plans, la convergence des oppositions du Saint-Siège et d'un certain nombre de pays musulmans parmi les plus conservateurs n'a pas permis d'approfondir le débat sur quelques problèmes cruciaux. Refusant de reconnaître toute existence à la sexualité hors mariage, plusieurs Etats se sont opposés à ce que le document du Caire prenne acte de la nécessité

de développer l'éducation sexuelle des adolescents, et les problèmes d'une classe d'âge dont le comportement conditionne à bien des égards l'avenir ont été mis entre parenthèses. Enfin, si les femmes se voient reconnaître des droits en matière de santé liée à la reproduction, celles qui étaient présentes au Caire auront pu mesurer la puissance des forces qui, au nom de la religion ou de la sauvegarde des traditions, s'opposent à leur émancipation.

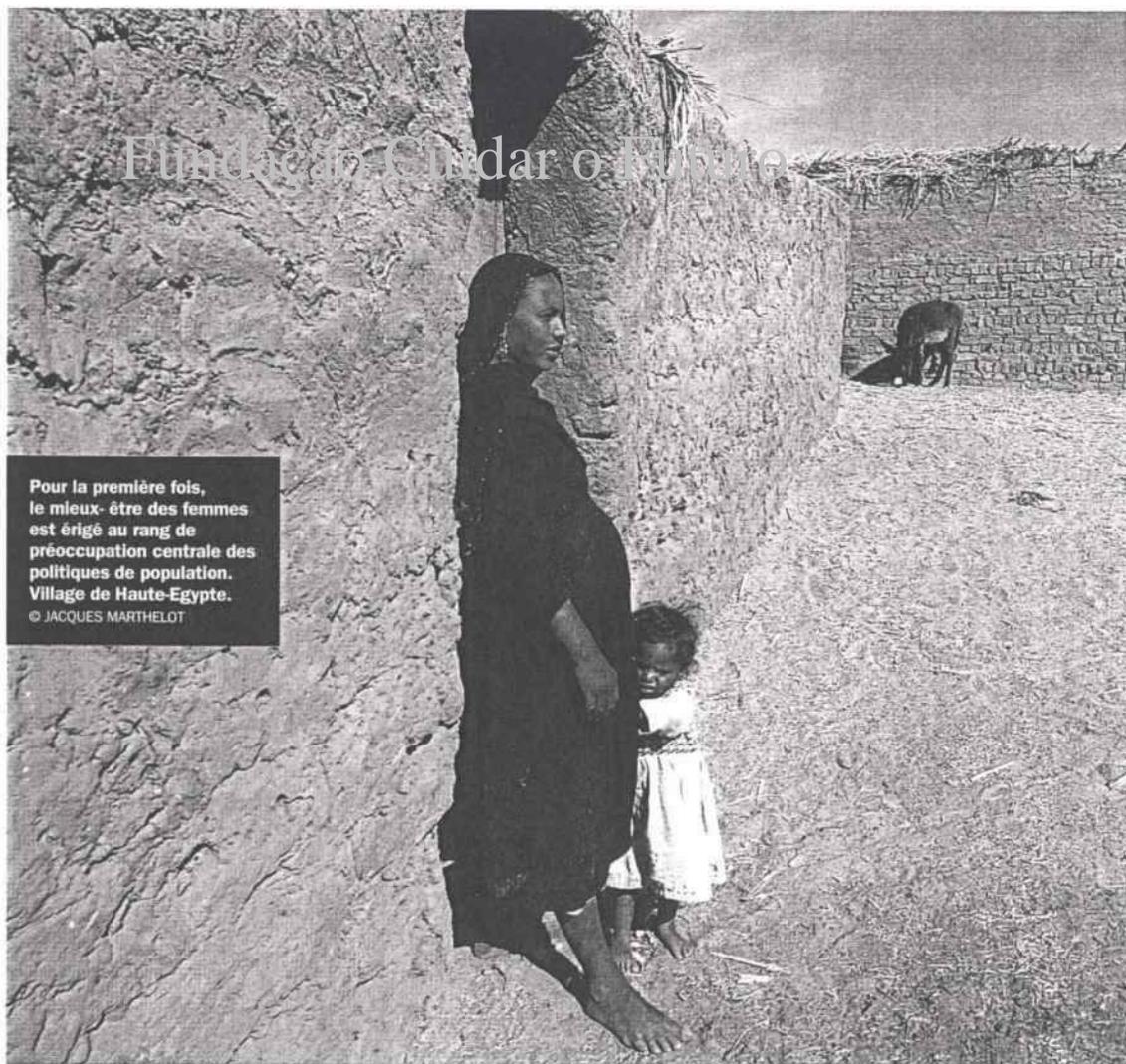
## Un paragraphe imposé

Ces courants conservateurs sont parvenus à limiter le caractère universel des propositions adoptées par la Conférence en imposant l'inclusion d'un paragraphe introductif au chapitre des principes, pour préciser que «la mise en œuvre des recommandations contenues dans le program-

me d'action relève du droit souverain de chaque pays... dans le plus grand respect des différentes valeurs religieuses, éthiques et culturelles».

Malgré les velléités de départ, les représentants des Etats réunis dans la capitale égyptienne n'ont donc pas reconnu explicitement le lien étroit qui existe entre le ralentissement de la croissance démographique de l'humanité et la nécessité de faciliter la conquête par les femmes de leur liberté, et semblent avoir cédé sur ce point aux pressions conservatrices.

De l'avis général, il convient donc de tirer pour l'instant de la Conférence du Caire un bilan mitigé. Car l'avenir seul pourra dire si les omissions ou les reculs d'un programme d'action qui n'a en outre aucune valeur contraignante ne ralentiront pas la mise en œuvre des mesures positives que les Etats ont acceptées. ■



Pour la première fois, le mieux-être des femmes est érigé au rang de préoccupation centrale des politiques de population. Village de Haute-Egypte.  
© JACQUES MARTHELOT